

Nous partageons cet avis.

Bien entendu, si les représentants communistes au sein de la commission de rapatriement des nations neutres et les communistes de Corée avaient adopté une attitude différente, il eut été fort possible, je pense, et même presque facile, de prendre des dispositions pour l'examen de ces prisonniers au cours de la période prévue, c'est-à-dire 90 jours. Il était entendu par ceux qui ont participé à ces pourparlers que par 90 jours on entendait 90 jours consécutifs. Cependant, après la tenue des premiers examens et lorsqu'il devint clair pour tout le monde que la grande majorité des prisonniers préféreraient retourner en captivité plutôt que de retourner dans leur pays sous le régime communiste, ce fut un coup terrible pour le prestige du communisme en extrême Orient et, depuis ce temps, les communistes eux-mêmes ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour empêcher d'autres examens. A mon avis, c'est là une explication bien simple et bien évidente de la raison pour laquelle l'examen des prisonniers a cessé avant l'expiration de la période de 90 jours.

Mais même si nous parvenons à résoudre les problèmes de Corée, ce n'est là qu'un aspect de la question plus importante des relations avec l'extrême Orient et l'Asie en général. Nous devrions nous demander, et je suis certain que nous le faisons,—et la prochaine visite du premier ministre (M. St-Laurent) dans cette région du monde nous y fait réfléchir sérieusement,—quelle devrait être la base de notre politique en tant que gouvernement, en tant que pays, envers ce que nous appellerons maintenant, je pense, la nouvelle Asie. A mon avis, il serait sage de tenir compte des principes suivants dans nos rapports avec ces nations asiatiques. Nous ne devons aucunement accepter de compromis à l'égard de l'agression militaire communiste en Asie ou ailleurs. Bien que nous puissions facilement, je pense, exprimer ce point de vue, cela ne signifie pas qu'il faut supposer que tout mouvement anticolonial, nationaliste ou révolutionnaire en Asie est d'origine ou d'inspiration communiste et russe, pas plus que nous devons supposer qu'avec un peu de patience et de sympathie chaque chef communiste asiatique pourra être transformé en un Tito.

En second lieu, je crois que nous devons persuader ou chercher à persuader les peuples asiatiques que la démocratie, la nôtre, la démocratie libre, peut faire davantage pour l'individu que la tyrannie communiste ne pourra jamais espérer faire pour lui. Nous pouvons atteindre cet objectif de plusieurs façons, en adoptant dans nos pays

une politique constructive des programmes d'aide mutuelle et, aussi, en évitant de donner l'impression que les alliés occidentaux s'associent en Orient seulement avec des régimes et des sociétés qui ne répondent pas au désir de changement des masses qui commencent à s'affirmer dans cette partie du monde. Notre attitude en Asie, si ce principe est juste, doit donc être plus qu'une attitude d'opposition au communisme. Notre politique doit être constructive, et la lutte anticommuniste ne doit pas seul motiver notre assistance.

Nous devrions reconnaître et je pense que nous le reconnaissons chez nous qu'il y a à l'œuvre en Asie des forces sociales, nationales et économiques qui se seraient manifestées d'une manière troublante, s'il n'y avait jamais eu de révolution communiste à Moscou. Nous ne pouvons pas renverser ces courants et c'est à notre péril que nous refusons de les reconnaître. Là où le communisme a pu maîtriser ces forces nouvelles, comme en Chine, nous ne devrions, je crois, ni refuser de reconnaître la gravité de la situation en nous imaginant qu'il ne s'agit que d'une révolution agraire, ni accroître ces dangers par des attitudes inconsidérées et provocantes. De plus, selon moi, en liant une contre-révolution, qui peut se produire au sein de ces populations comme le montre toute l'histoire de la Chine, à une intervention et une aide étrangères, nous pouvons consolider des régimes, communistes, au lieu de les affaiblir.

Le sort du monde tiendra peut-être tout autant à la direction que pourront prendre les millions d'Asiatiques qu'au succès ou à la faillite des plans du Kremlin en vue de la création d'un empire d'obédience communiste. Le Canada, membre d'un Commonwealth qui est actuellement aussi africain ou asiatique qu'occidental, a, à cet égard, une obligation spéciale, aussi bien d'ailleurs qu'une occasion particulière de bien faire. Je pense que nous pouvons nous réjouir de ce que nos relations avec les autres membres du Commonwealth restent étroites et amicales, encore que certains problèmes, d'ordre économique et financier surtout, sont là pour mettre notre collaboration à l'épreuve. Ces rapports resteront, je pense, encore plus étroits et amicaux grâce à ce voyage d'amitié, de bonne volonté et d'information que notre premier ministre entreprendra à la fin de la semaine prochaine.

Nous pouvons nous réjouir, certainement, de ce que nos relations avec le Commonwealth restent si intimes et amicales, mais il est un autre pays avec lequel elles ne doivent pas moins le rester, c'est-à-dire notre voisin, les États-Unis. Ici aussi se pose pour